

“La gauche doit trouver un nouveau modèle”

surprenant.

Quel est le problème de la gauche ?

La social-démocratie est attaquée de deux côtés dans son électorat traditionnel. D'une part, son électorat ouvrier est convoité avec succès par les formations populistes, d'extrême droite ou eurosceptiques. C'est ce qu'on voit avec le Parti de la Liberté (PVV) aux Pays-Bas ou avec la Liste Dedeker dans une moindre mesure en Flandre.

Et d'autre part, la gauche intellectuelle urbaine est convoitée par des partis verts. Face à cette double menace, les sociaux-démocrates n'arrivent pas à faire le grand écart.

Les partis qui s'en sortent bien, c'est parce qu'ils arrivent à garder une des deux bases ou parce qu'ils arrivent à concilier les deux bases. Par exemple, le PS belge francophone a réussi à garder cette base ouvrière, notamment à Liège et dans le Hainaut.

Cela lui permet de faire des résultats qui sont au-dessus de la moyenne européenne.

Par contre, pour ceux qui se font attaquer des deux côtés comme les socialistes français, c'est vraiment très difficile.

Pourtant, avec la crise, il y avait un créneau à prendre ?

C'est ça qui est inquiétant pour la gauche. Ils n'arrivent pas à mobiliser sur cette crise. Mais la question est : est-ce qu'ils ont une alternative à proposer ? Est-ce qu'ils ont un modèle qui, s'il ne fait pas rêver, parvient à mobiliser ? Ils sont face à des gens qui ont soit un projet de société ouverte et verte, soit des partis populistes qui apportent des réponses simplistes.

Pourtant la gauche a eu ses heures de gloire dans les années 90, pourquoi la situation s'est-elle retournée ?

Il y a des effets de balancier qu'on voit de manière régulière en Eu-

rope. Le principe de la démocratie, c'est l'alternance d'un côté, puis de l'autre.

Les années 80 étaient à la droite, les années 90 à la gauche avec Blair, Schröder, Jospin... Aujourd'hui, on est plutôt dans un mouvement de droite. Les partis de gauche ont du mal à s'en sortir car on est face à une évolution de l'Union européenne. Elle se libéralise ; elle pose des contraintes qui empêchent de développer des réponses sur les bases traditionnelles, c'est-à-dire une politique d'Etat-providence, ou d'Etat social national.

Par exemple, si on fait une politique de soutien aux entreprises de la sidérurgie, la commission européenne va dire que c'est contraire aux règles de la libre concurrence. Les outils classiques de la gauche sont mis à mal par les règles qui sont prises au niveau européen et elle a du mal à trouver de nouveaux outils pour avancer.

C'est un cercle vicieux...

Il va falloir que la gauche trouve un nouveau modèle.

Cela passera sans doute par une coordination au niveau européen. Elle doit retrouver un nouveau projet, comme la droite des années 90 en a trouvé un en étant plus dure sur des questions d'immigration ou de sécurité intérieure et de délinquance.

Ce sont des périodes de 10 ans pendant lesquelles on apporte des solutions, elles sont battues en brèche, il faut trouver un nouveau modèle et ainsi de suite.

Donc, ce n'est pas la fin de la gauche ?

Non, mais il y a une mutation de la gauche. Peut-être qu'elle ne sera plus simplement centrée autour d'un pôle social-démocrate mais qu'elle aura un double pôle social démocrate et vert, comme elle avait eu pendant tout un temps un double pôle communiste et social-démocrate.

► Jean-Benoît Pilet, politologue au Cevipol de l'ULB, décrypte son échec.

Entretien Cécile Danjou (st.)

Comment qualifieriez-vous la victoire de la droite aux élections européennes de dimanche ?

La logique de cette victoire est surprenante. Normalement, ce sont plutôt les partis au pouvoir qui sont sanctionnés lors des élections européennes et les partis d'opposition qui en profitent. Dans le cas de l'Espagne, il est fréquent que le Parti socialiste (PSOE) soit sanctionné au profit du Parti Populaire (PP), même chose pour les travaillistes britanniques.

En revanche, dans les autres Etats où la gauche est dans l'opposition, par exemple en France, c'est plus



changerleurope.fr

elections2009.pes.org

BOB EDME/AR

Martin Schulz, chef du groupe PSE au Parlement européen, lors d'un congrès du PS français à Toulouse : les socialistes n'ont pas réussi à changer l'Europe.